

Le pouvoir aux travailleurs

23 DEC 2001

N°86

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- ILS SE SONT RÉCONCILIÉS, MAIS ILS SONT TOUJOURS CONTRE LES TRAVAILLEURS, LES PAYSANS, LES PAUVRES	2 - 4
- ABOBO : UN CAFOUILLAGE CONSÉCUTIF A LA BRUTALITÉ DES GENDARMES	5
- LES ORDURES NON RAMASSÉES CONSTITUENT UNE MENACE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE	5 - 6
- DES JOURNALISTES ET DES JUGES QUI TIRENT LA SOCIÉTÉ EN ARRIÈRE	7 - 8
- ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE : FAUSSE PROMESSE POUR VRAI RACKETTAGE	8 - 9
- REPRISE DES RELATIONS FMI - CI: QUI EN BÉNÉFICIERA ? ...	9
- BAISSÉ DU PRIX DU RIZ ?	9 - 10
- LA DÉMAGOGIE DU GOUVERNEMENT SUR LE PRIX DU CACAO	10
- LUTTE DE LEADERSHIP AU PDCI	11
- IL N'Y A QUE CHEZ LES PAUVRES QU'IL Y A DES VICTIMES DU CHOLÉRA	12
- MAIRIE D'ABOBO : LE MAIRE LICENCIE 235 TRAVAILLEURS ...	12 - 13
- LES JOURNALISTES AUX ORDRES DE LEUR MAÎTRE	13 - 14
- GRÈVE À AIR AFRIQUE : LE GOUVERNEMENT CHOISIT LE CAMP DES PATRONS	14
- CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL: CA SERT A QUOI ?	15

ILS SE SONT RÉCONCILIÉS, MAIS ILS SONT TOUJOURS CONTRE LES TRAVAILLEURS, LES PAYSANS, LES PAUVRES

"Ils ont sablé le champagne chez Gbagbo" - titrait "Notre Voie" après la clôture du Forum pour la réconciliation. Gbagbo, Ouattara, Guéi et Mesdames se sont en effet tous retrouvés, autour d'une table bien dressée pour fêter leur réconciliation après trois mois de conciliabules et de marchandages. Seule Bédié a boudé les agapes, ainsi que la cérémonie de clôture de l'Hôtel Ivoire, bien que Gbagbo se soit déplacé en personne la veille pour le convier. A ce qu'il paraît, Bédié ne voulait pas s'asseoir à côté de son tombeur Guéi. Susceptible, oui, mais pas en désaccord politique: Bédié approuve la "réconciliation", comme les autres, ceux que Gbagbo, dans son discours de clôture, a qualifiés les "quatre doyens" de la Côte d'Ivoire.

Gbagbo peut être content, l'issue du Forum est un succès politique pour lui car il signifie que ses trois rivaux reconnaissent son élection. La pression des milieux d'affaires, la pression des "bailleurs de fonds" étrangers et des grandes puissances tutélaires a été assez forte pour que les quatre crocodiles qui se disputent la même mare depuis la mort de Houphouët acceptent un compromis, afin que la situation politique se stabilise et que les affaires puissent redémarrer. Oh, cela ne règle pas définitivement leur conflit qui peut se ressurgir à n'importe quelle occasion, dès que l'un ou l'autre des quatre larrons estimeront que leurs intérêts, ceux de leurs clans politiques respectifs sont menacés et au plus tard, aux prochaines élections présidentielles.

Contrairement à ces Messieurs dames du sommet de l'Etat, personne dans la population laborieuse n'a sablé le champagne en ce jour de réconciliation. Pour cette bonne raison déjà qu'une bouteille de ce breuvage, même de qualité médiocre, coûte au bas mot l'équivalent de dix jours de salaire d'un ouvrier manoeuvre. Et pour beaucoup de paysans pauvres et même pour beaucoup d'habitants des quartiers pauvres d'Abobo ou de Koumassi, non seulement le champagne, mais même de l'eau potable à domicile est un luxe inaccessible.

Au-delà de cet aspect terre à terre, est-ce que les classes laborieuses ont des raisons de se réjouir de cette réconciliation et de ce qu'elle annonce?

Sur le plan social, certainement pas. Les travailleurs, les chômeurs, les paysans pauvres ont eu l'occasion de subir, Bédié et Guéi en tant que

président de la République et Ouattara, en tant que Premier ministre de Houphouët. Ils subissent aujourd'hui Gbagbo. Aucun des quatre n'a gouverné en leur faveur. Aucun des quatre n'a changé un tant soit peu leur sort. Aucun n'a diminué la misère profonde des classes populaires. Qu'ils soient séparés ou qu'ils soient ensemble et par delà leurs étiquettes politiques respectives, lorsqu'ils sont au gouvernail, ils gouvernent au profit des classes riches de cette société, au profit de la bourgeoisie ivoirienne et internationale.

Les classes laborieuses auraient-elles au moins des raisons de se réjouir de ce que la "réconciliation" des quatre mettra un coup d'arrêt à la montée de l'ethnisme? Car c'est précisément la lutte pour consolider la succession de Houphouët qui a poussé Bédié à miser sur la démagogie xénophobe et ethniste pour écarter Ouattara, c'est la lutte pour le pouvoir qui a amené Gbagbo à reprendre à son compte les pires saletés ethnistes, avec la complicité non seulement de Guéi au temps de son passage au pouvoir, mais aussi de Ouattara, même si le rapport de force a fait que ce dernier en est devenu la principale victime politique.

Leur réconciliation signifierait au moins la fin de la montée ethniste? Si c'était le cas, ce serait au moins cela, car c'est principalement la population laborieuse qui avait eu à souffrir des affrontements ethniques. C'est principalement dans les quartiers pauvres que l'ethnisme montant empoisonne la vie. Et c'est sur les classes populaires que pèse la menace la plus grave au cas, dramatique, où l'aggravation des affrontements ethniques conduirait à une situation à la Libéria ou à la Rwanda.

Malheureusement, même sur ce terrain, il n'y a pas grand'chose à espérer des suites du Forum de réconciliation.

D'abord parce que les prétendants au pouvoir n'ont pas abandonné leurs ambitions et s'ils écartaient momentanément la démagogie ethniste de l'éventail des moyens qu'ils utilisent pour se combattre, ils peuvent s'en resservir du jour au lendemain. Mais surtout, quels que soient les rapports qu'ils affichent au sommet, ils ont mis en place et laissé un certain nombre de bombes à retardement qui peuvent exploser et qui exploseront inévitablement.

A commencer par le problème foncier rural. Après des décennies où la terre appartenait à la collectivité et de fait, à celui qui la cultivait, sans tenir compte ni de sa nationalité, ni de ses origines ethniques, l'assemblée avait

voté à l'unanimité en 1998 la nouvelle loi foncière dont la responsabilité politique appartient conjointement à Bedié, et à Gbagbo. La nouvelle loi fixe comme principe, d'une part, que la terre rurale appartient aux autochtones et de l'autre, qu'elle ne peut pas être vendue.

Cette loi aurait pu avoir pour objectif de défendre les petits cultivateurs contre les visées des grandes plantations, des groupes capitalistes, étrangers ou ivoiriens, désireux de se constituer de grandes propriétés foncières. Mais elle n'a pas été faite pour cela. Elle est destinée à déposséder les cultivateurs burkinabé, venus de gré ou de force pour pallier l'insuffisance de la main-d'oeuvre rurale et à qui on avait alors concédé des lopins pour qu'ils puissent survivre. Certains cultivent la terre sur laquelle ils sont installés depuis des décennies. Grâce à la nouvelle loi, il suffit à n'importe qui, même à un bourgeois citadin, d'invoquer ses origines pour faire déguerpir une famille paysanne. Mais cette loi peut être aussi utilisée contre les paysans baoulés installés dans des régions bété ou guéré.

Cette loi fera que les conflits fonciers prendront inévitablement une tournure xénophobe et ethnique. Plus la pauvreté monte dans les campagnes, ou simplement la spéculation foncière, accroîtra la soif de terre, plus il y aura d'affrontements ethniques.

Les dirigeants politique qui ont élaboré cette loi ou qui l'ont voté lèveront alors les bras d'impuissance. Mais ce sont eux qui ont monté les mécanismes qui conduiront aux affrontements.

L'infection ethniste de l'appareil d'Etat lui-même, des policiers, des militaires, est une autre bombe à retardement. Ouattara peut sabler le champagne avec Gbagbo, qu'est-ce que cela changera pour les dioulas des quartiers pauvres qui subissent les vexations de policiers ethnistes ou les exactions des brutes du FPI?

Alors, ne nous fions pas à leur réconciliation. Ne les laissons pas propager le poison ethnistes dans nos rangs.

Nous n'avons pas à nous diviser en quatre camps, chacun derrière l'un ou l'autre des quatre prétendants au pouvoir. Ils sont tous nos ennemis car ils sont tous les quatre dans le camp des riches, des bourgeois, des gros possédants. Notre camp, c'est celui des travailleurs, de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et qui sont condamnés à crever de misère s'ils n'ont pas de travail ou de l'exploitation, s'ils en ont un.

ABOBO : UN CAFOUILLAGE CONSÉCUTIF A LA BRUTALITÉ DES GENDARMES

Le lundi 17 décembre, des chauffeurs de Gbaka se sont opposés à des gendarmes qui voulaient embarquer l'un d'entre eux à destination du camp commando situé dans la commune. Les gendarmes de ce camp sont tristement célèbres pour la haine et la brutalité dont ils ont fait preuve à l'égard des Dioulas dans des événements de l'année dernière. Les chauffeurs de Gbaka sont en majorité des gens du Nord. Ils continuent d'être bafoués par les gendarmes en plus d'être rackettés journalièrement par eux.

Dans l'altercation qui s'en est suivie au rond point de la gare d'Abobo, les gendarmes en minorité n'ont pas réussi à avoir le dessus. Quelques treillis ont été froissés et leur commandant aurait même laissé son téléphone portable et son arme à feu.

Cela a servi à ces gens là de prétexte pour revenir en grand nombre et de façon musclée pour se venger aveuglément sur les gbakas, endommageant un nombre important de véhicules. Des chauffeurs de gbakas, épaulés par de nombreux jeunes s'en sont pris à des autobus de la Sotra dont

trois auraient subi des dégâts.

Tous les commerçants du coin ont fermé boutique et les étalages des petits vendeurs se sont vidés par crainte d'être endommagés ou pillés par les nombreux groupes de jeunes qui couraient dans tous les sens avec un caillou dans la main.

Le lendemain la situation n'était pas vraiment rétablie. Les courses poursuites entre les gendarmes et les jeunes continuaient de façon sporadique à travers les artères principales.

Le quotidien de la population d'Abobo est misérable, l'avenir des jeunes sans perspective. L'avidité des classes possédantes, leur arrogance, s'ajoutant avec l'inconscience des dirigeants qui ont semé le poison de la xénophobie constitue un mélange hautement détonnant.

Les petites explosions d'aujourd'hui ne sont peut-être que des prémisses annonciatrices d'embrasements bien plus vastes demain car les causes profondes du malaise ne sont pas résolues.

LES ORDURES NON RAMASSÉES CONSTITUENT UNE MENACE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE

Depuis le 26 novembre dernier, la perle des lagunes croule sous des tas d'ordures non ramassées. La raison en est que la population d'Akouédo en a assez de 35 ans de coexistence avec la décharge publique riche de un million de

tonnes de déchets par an. Ce sont donc les jeunes de ce village qui ont fini par dresser des barrages pour empêcher les camions-bennes de s'approcher de la décharge. Plusieurs jeunes ont été blessés gravement dans les

affrontements avec les forces de l'ordre. Le pont bascule ainsi que des engins ont été endommagés.

Les habitants d'Akouédo ont raison de refuser de continuer à vivre à proximité de la déchetterie. Celle-ci prend une ampleur inquiétante sans que les autorités n'envisagent de trouver une solution à ce problème. Beaucoup de gens de ce village sont malades et le taux de mortalité infantile est élevé pendant que l'espérance de vie ne cesse de baisser. Avec l'extension de la décharge, ce sont les terres cultivables et lotissables qui rétrécissent

Pour rassurer les populations locales concernées, les différents gouvernements qui se sont succédé n'ont pas été avares de promesses; elles n'ont jamais été tenues. Chacun estimant ne pas être tenu par les engagements du prédécesseur. C'est ainsi que des lotissements ont été promis, ainsi qu'un réseau de voies de communication nécessaire à l'aménagement urbain. Un centre médical et différents aménagements annoncés, n'ont jamais connu l'ombre d'un début de réalisation.

Il a été également question que les ordures déversées soient au préalable traitées afin de réduire la capacité de nuisance.

Les années ont passé et les promesses sont restées en l'état au mépris de la santé des populations. Celle des villageois limitrophes, bien sûr, mais aussi celle des habitants des communes populaires que sont Adjamé,

Abobo et Yopougon dont les marchés et leurs abords croulent littéralement sous des montagnes d'immondices en décomposition sous les effets alternés de la pluie et du soleil.

Les quartiers riches sont préservés d'un tel spectacle. D'abord la concentration humaine y est infiniment moindre. Ensuite des charrettes de petits ramasseurs se chargent de collecter régulièrement les poubelles des privilégiés moyennant des sommes modiques. Ces sacs poubelles sont ensuite déversés un peu plus loin vers des sites limitrophes quitte à ce que ce soit à proximité des quartiers défavorisés.

Le ministre de l'environnement a annoncé à la radio, à la télé et à la presse avant la mi-décembre que la situation allait rentrer dans l'ordre puisqu'il prétendait avoir obtenu un arrangement avec les représentants du village d'Akouédo.

Sur quelles bases et quels nouveaux arrangements? Il s'est bien gardé de fournir des réponses précises. D'ailleurs, les journalistes qu'il a convoqués, l'ont épargné de questions embarrassantes. En attendant, le ramassage n'a toujours pas commencé; et même quand ce sera le cas, il faudrait plusieurs semaines pour débarrasser les quartiers populaires et les marchés des montagnes en putréfaction.

Les autorités ne semblent pas réaliser que le choléra et la fièvre typhoïdique sont une menace réelle pour la santé publique.

DES JOURNALISTES ET DES JUGES QUI TIRENT LA SOCIÉTÉ EN ARRIÈRE

Certains journaux, surtout "Soir-Infos" n'hésitent pas à propager les idées les plus rétrogrades pour satisfaire une certaine clientèle friande d'articles à sensation relatifs à la sorcellerie. Ce faisant, il n'est pas impossible qu'ils ne soient pas de mêche avec certains "exorciseurs" ou autres "désenvouteurs" sans scrupules qui ont pignons sur rue. D'ailleurs les photos ainsi que les adresses de ces funestes charlatans figurent régulièrement en bonne page à côté des articles élogieux relatant leurs supposés états de faits. Cela constitue une publicité incontestable auprès d'une certaine clientèle susceptible de faire appel à leurs "services" moyennant de fortes sommes d'argent. Ce fait est en lui seul choquant. Mais ce qui l'est encore plus c'est que les tribunaux sollicités par ces charlatans et leurs clients intéressés n'hésitent pas à infliger de lourdes peines d'emprisonnement à des pauvres malheureux. Quand ce ne sont pas les tribunaux officiels qui punissent, ce sont les chefferies traditionnelles qui rendent leur verdict. Telle écolière de 11 ans est renvoyée de son école et expédiée vers son village natal pour avoir soit-disant fait partie d'une confrérie de sorciers et mangé l'âme de 44 personnes. Arrivée dans son village, on peut supposer que les malheurs de la gamine ne seront pas forcément terminés car le poids des traditions arriérées y est souvent plus pesant. Elle y risque une sorte de bannissement de la part de son propre entourage familial.

Une tenancière de maquis à Yopougon aurait été "démasquée" par une "exorciseuse", sans doute contactée par le patron d'un maquis concurrent.

Elle est accusée d'avoir usé de "pouvoirs diaboliques" et s'être ainsi constituée une clientèle trop abondante pour ne pas être suspecte. Elle est même appelée à comparaître auprès des tribunaux devant lesquels elle doit répondre de l'accusation d'avoir mangé l'âme de sa propre fille après avoir servi sa chair dans les repas servis aux clients.

Généralement la justice de ce pays penche en faveur des plaignants, ce qui fait que des pauvres malheureux sont la plupart du temps condamnés à purger de lourdes peines.

On pourrait s'attendre à ce que ceux qui ont eu le privilège de faire des études et de devenir des journalistes ou des juges, mettent leur savoir au service de la lutte contre l'obscurantisme et les croyances héritées de l'époque révolue de l'humanité. Mais c'est tout le contraire qui se produit. Au lieu d'éclairer la population trop pauvre pour bénéficier de l'éducation et de la compréhension des progrès de l'humanité, c'est du haut de leur position dominante que les intellectuels contribuent à entretenir la misère morale conséquence de la misère matérielle et du sous-développement.

Mais il n'est pas vraiment étonnant que dans cette société les intellectuels se comportent de la sorte. Pour accéder à leur poste et pour s'y maintenir, il a souvent fallu qu'ils se vendent en faisant preuve de bassesse et de lâcheté, qu'ils taisent leurs convictions lorsque celles-ci vont à l'encontre de la morale établie. Ceux qui

parmi les intellectuels veulent pleinement vivre leur vie d'intellectuels et exercer dignement leur savoir-faire sans devoir se prostituer ni ramper auront du mal à le faire car la société actuelle qu'ils sont appelés à servir est elle-même basée sur l'enrichissement personnel et l'inégalité entre ses

membres.

C'est toute cette société qui est pourrie et qu'il est urgent de changer. Dans ce combat les intellectuels sincères ont toute leur place aux côtés des travailleurs conscients.

ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE: FAUSSE PROMESSE POUR VRAI RACKETTAGE

Au 21ème siècle, aujourd'hui, chaque individu devrait avoir accès à un minimum de santé. C'est sur cette légitime aspiration des populations que se base le FPI pour mener sa mensongère campagne sur l'AMU (Assurance Maladie Universelle). Cette campagne est d'autant plus démagogique que les structures minimales pour sa réalisation sont quasi inexistantes.

Le nombre d'infirmiers, de médecins et d'hôpitaux est très insuffisant. Donc, si ce gouvernement avait assez de bonne foie et voulait mettre en place un vrai programme social de santé, la majeure partie de la population en serait d'office écartée car dans l'impossibilité d'accéder à quelques structures de santé. Quand dans tous les voisinage, à des dizaines de kilomètres à la ronde, il n'y a même pas un seul infirmier, pour ne pas parler d'hôpital, à quoi peut servir une carte d'assurance maladie à un paysan dans la campagne?

Tout cela, les chantres de l'AMU le savent très bien. C'est pourquoi il serait même illusoire de leur prêter de la bonne foie. Ils n'ignorent pas que la

population souffre de difficulté de pouvoir se soigner. Mais leur campagne mensongère n'est pas destinée à remédier à cela. Ils cherchent simplement à trouver un prétexte de plus pour pressurer un peu plus les classes pauvres en mettant en place une cotisation obligatoire pour cette assurance.

Et nous sommes éclairés des intentions des dirigeants quand le ministre de l'économie et des finances déclare que l'Etat ne déboursera pas un sou pour cette assurance. En nous expliquant qu'elle doit s'auto-financer. Ce qui veut dire que l'AMU ne remboursera que dans la mesure où l'argent est disponible dans la caisse. On voit bien que si une sélection doit se faire, ce ne sera certainement pas en faveur des pauvres des villes et des campagnes qui pourtant sont les plus dans le besoin.

Mais quand il s'agira de faire payer toute la population, surtout les plus pauvres, le gouvernement, avec les moyens de l'Etat, saura se montrer efficace et très contraignant. On ne sera même pas surpris d'apprendre un jour que l'Etat lui-même ponctionne dans

cette caisse pour en alimenter d'autres, comme cela se fait ailleurs. Quitte, ensuite, à diminuer le taux de remboursement pour les petites gens.

Ainsi donc, la population pauvre pourra continuer à crever de maladies bénignes avec sa carte d'AMU dans la poche.

REPRISE DES RELATIONS FMI - CI: QUI EN BÉNÉFICIERA?

Il paraîtrait qu'en 2002, la CI recevra 550 milliards dans le cadre d'un programme. Il ne faut pas croire que c'est un cadeau que le FMI fait. Bien au contraire. Il est dans l'intérêt des puissances impérialistes de ne pas faire en sorte que la CI crève car elle doit toujours pouvoir rembourser ses dettes et les intérêts qui vont avec. Si ces prêts furent momentanément interrompus, c'est parce que la situation politique était trop instable au regard des bailleurs de fonds.

Mais la grande question est de savoir à qui profite cette reprise? La part du lion ira dans les poches des capitalistes occidentaux qui vont pouvoir

reprandre leurs affaires.

Dans une moindre mesure, les affairistes ivoiriens vont également profiter de la manne car ils peuvent espérer que leurs dettes seront payées. Mais que gagnera alors la classe pauvre dans ce partage? Certains qui ont perdu leur emploi trouveront peut-être du travail avec la reprise des activités, et c'est sans doute mieux que crever de misère en étant privé de travail. Mais que l'ont compare: la reprise des affaires signifiera pour une petite minorité un enrichissement plus grand. Pour les travailleurs, elle signifiera, au mieux, le droit de se faire exploiter pour le même salaire de misère.

BAISSE DU PRIX DU RIZ?

Le gouvernement a annoncé, il y a de cela quelques jours, que le prix du riz importé va baisser. Cette baisse devrait être effective sur le marché à partir du lundi 17 décembre 2001. Ces mesures concernaient le riz de mauvaise qualité appelé communément "*Déni kassia*" ou riz des pauvres, qui devrait coûter 175F au lieu de 250F, ainsi que les riz "*long grain*" et "*brisure*" devraient passer de 300F à 225F.

Après ce grand tapage fait par le gouvernement, prétextant que ce sont là des mesures sociales pour diminuer la misère des pauvres, c'est toujours le

statu quo sur les marchés. Le prix du riz n'a pas diminué chez les petits détaillants.

Et pour noyer le poisson, le gouvernement avec la presse à sa solde, s'en prend aux petits détaillants, en les désignant comme responsables de la non-application de cette mesure de baisse des prix dite sociale. Cette manière de présenter les choses n'est autre que pousser la masse pauvre à s'en prendre à une autre couche de pauvres que sont ces petits commerçants.

Mais entre les pauvres paysans

thaïlandais qui produisent le riz et les pauvres travailleurs ivoiriens qui en consomment, il y a une multitude d'intermédiaires. Il y a des grands groupes capitalistes qui dominent le commerce mondial du riz, comme d'ailleurs de toutes les matières premières. Et à l'arrivée, il y a les importateurs, des margoulin pour qui le riz n'est pas une denrée alimentaire indispensable, mais un support pour

faire du profit. On se souvient comment madame Houphouët et plus tard, le fils de Bédié, ont accumulé des fortunes en se faisant attribuer le monopole de l'importation de riz.

Si le gouvernement voulait vraiment une baisse de prix du riz à l'importation, c'est à ce niveau qu'il frapperait et non il ne pousserait les pauvres à s'entre-déchirer.

LA DÉMAGOGIE DU GOUVERNEMENT SUR LE PRIX DU CACAO

A L'occasion des rencontres que le président Gbagbo a eu avec les différentes organisations des paysans, BCC (Bourse du café et du cacao) et ANAPROCI (Association nationale des producteurs de café et de cacao), il s'est félicité et a félicité son gouvernement.

Avec un ton plein de démagogie politicienne, il a dit que c'est grâce à ses actions de réforme et à celles de son gouvernement que les paysans connaissent aujourd'hui des jours heureux; Il a même ajouté qu'il était ému de savoir que c'est grâce à lui que *"pour la première fois, depuis près d'un demi-siècle, que les paysans se fixent eux-mêmes"* le prix de leurs produits.

En réponse à ces propos, le Président de la BCC a dit ceci: *"à 325F, le planteur renoue avec l'accumulation de richesse."*

Tout d'abord, les réformes dont se réjouit Gbagbo, ont été dictées par la banque mondiale et le FMI et cela, depuis le gouvernement Bédié. Cette

réforme avait consisté à la liquidation de la caisse de stabilisation et à la libéralisation de la filière café cacao. Autant dire que ces organisations n'ont que faire des intérêts des paysans ivoiriens.

Ensuite, le prix du café et du cacao n'est fixé par aucun paysan. Si cela était le cas, pourquoi les paysans ne demanderaient pas qu'on paye le kg à 2000F, voire même à 5000F au lieu des misérables 325f? En réalité les prix des matières premières sont fixés depuis Londres ou New-york.

Quant aux propos du président de la BCC, qui dit que *"les paysans renouent avec l'accumulation des richesses"*, il s'adresse là, sinon à la petite couche de riches paysans, du moins aux entreprises de négoce qui s'enrichissent sur le travail des ouvriers agricoles et des petits paysans. En tout cas, il ne s'adresse pas à la majorité des petits paysans pauvres qui forment le gros lot des paysans de ce pays.

LUTTE DE LEADERSHIP AU PDCI

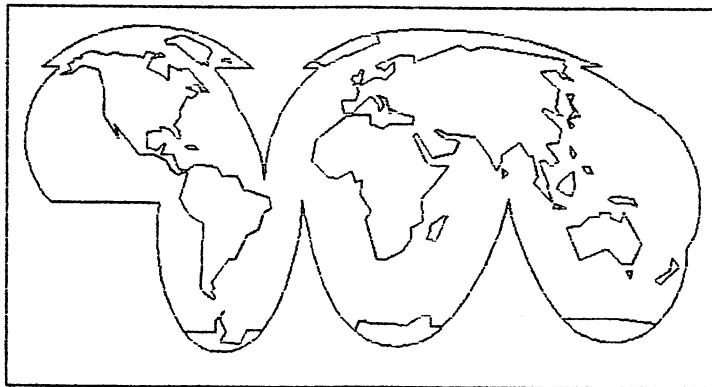
Bédié revenu de son exil se voyait reprendre la présidence de son parti très facilement. C'était compter sans Dona Fologo qui affiche désormais son intention de se présenter aux élections de chef du parti PDCI.

Il est bien difficile de savoir si Fologo ira jusqu'au bout ou si sa résistance ne vise pas plutôt à monnayer au prix fort son désistement. Cependant il pourrait avoir avec lui une clique de notables du PDCI habitués à gouverner et qui trouvent certainement la position d'opposant très inconfortable car ici pour espérer s'enrichir, il vaut mieux être dans les coulisses du pouvoir qu'en dehors. Dans tous les cas cela arrangerait Gbagbo que ce soit Fologo

qui prenne la présidence du PDCI car il lui est plus conciliant plutôt que Bédié qui a plus d'intérêt à faire de l'opposition. D'ailleurs la nomination de Fologo à la présidence du Conseil Economique et Social est pour Gbagbo non seulement une façon de le remercier pour services rendus mais aussi pour préparer une prochaine alliance.

Toutes ces *"tu me donnes je te donne"* et ces alliances au sommet qui se font et se défont au gré des intérêts des uns et des autres, la population n'a rien à attendre. Car ces gens qui nous gouvernent ou qui nous ont gouvernés sont interchangeables et nous serviront toujours la même politique pourrie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

IL N'Y A QUE CHEZ LES PAUVRES QU'IL Y A DES VICTIMES DU CHOLÉRA

La propagation du choléra avait commencé dans les différentes communes d'Abidjan. Aujourd'hui voila que ça se propage à l'intérieur du pays. On sait que dans des villes tel qu' Adzopé, il y a eu 82 cas déclarés. Mais combien sont ceux qui meurent dans les villages? On apprend que dans un petit village, sur une famille de 7 personnes, une seule y a survécu. Face à ça, le village a été déserté parce qu'ils ont cru à une "affaire de sorcellerie". Face à cette situation dramatique, qu'a fait le gouvernement? A-t-il utilisé les moyens de communication, la radio, la télé pour expliquer que la sorcellerie n'a rien a voir dans cette situation; que le choléra est une maladie qui se propage à cause du manque d'hygiène; que les moyens de le prévenir et de le guérir existent? Non! Au lieu de ça au journal de 20h, on nous montre des personnes qu'on accuse

d'être des sorciers qui "lancent le choléra" aux autres. Cette propagande obscurantiste et criminelle du gouvernement lui coûte évidemment moins chère, au lieu de faire face à cette situation. Le choléra est bien une maladie des pauvres! Parce que dans les quartiers pauvres des villes comme certains quartiers de Koumassi et d'Abobo, la population vit dans des conditions précaires, sans eau potable etc. Il n'y a pas de caniveaux ni même de latrines.

Oui remédier à ce problème ça coûte de l'argent et le gouvernement ne veut pas faire payer ceux qui en ont, c'est-à-dire, les riches. Ceux-là, tant qu'ils ne sont pas eux-mêmes touchés par la maladie et tant que leurs affaires continuent de leur rapporter du profit, ils se moquent bien du reste.

MAIRIE D'ABOBO: LE MAIRE LICENCIE 235 TRAVAILLEURS

Tout comme ses homologues des autres municipalités, le maire de la commune d'Abobo a remercié 235 des 500 travailleurs de la mairie. Il a justifié ces renvois par le fait que le budget de la commune étant faible, il ne permet pas de garder l'ensemble des 500 travailleurs. Il a dit que le budget de la commune s'élève à 1,5 milliards et la

masse salariale absorbe 65% de ce budget. Mais ce que M. le maire n'a pas dit, c'est de savoir à combien sont payés les notables de la mairie? Combien ils détournent par mois, eux qui ne font rien, à côté des salaires de misère que perçoivent les petits employés de la mairie?

Supprimer les privilèges de ces

L E U R S O C I E T E

notables, à commencer par le maire lui-même, permettrait, à coup sûr, de consacrer un peu plus d'argent aux employés municipaux. Mais cela ne suffirait sans doute pas.

Quand le maire évoque l'insuffisance de ses ressources, il n'a pas complètement tort. Mais pourquoi on n'augmente pas les recettes en obligeant de payer ceux qui ont de l'argent?

Ce qu'il faut aujourd'hui pour les communes et même pour l'Etat, c'est de faire payer ces riches qui ne payent pas leurs impôts. C'est là aussi qu'intervient le rôle de l'Etat qui doit appuyer les mairies à faire payer les banquiers, les

industriels, les importateurs, etc. pour permettre un bon fonctionnement des communes.

Car une commune comme Abobo qui compte plus d'un million et demi d'habitants ne peut fonctionner avec 500 travailleurs qu'en négligeant les services publics les plus élémentaires. Il en faut plus, il en faut même le double, voire le triple pour le service de ramassage des ordures, l'entretien des routes, des caniveaux, assurer un minimum d'hygiène, etc. Et au lieu de prendre des mesures salutaires permettant de rendre la commune ne serait-ce qu'un peu plus propre, en embauchant plus de travailleurs, c'est le contraire qui se produise avec la réduction du nombre des travailleurs.

LES JOURNALISTES AUX ORDRES DE LEUR MAÎTRE

Laurent Gbagbo a rendu une *"visite surprise"* aux journalistes du groupe *"la refondation"*. Cette *"visite de courtoisie"*, comme l'a écrit le journal *"Notre Voie"*, le principal journal de ce groupe de presse proche du pouvoir en place, n'est certainement ni une *"visite de courtoisie"*, ni le fait du hasard. Gbagbo s'est déplacé en personne pour leur donner de nouvelles directives: *"messieurs les journalistes, il faut arrêter avec vos écrits ethnistes et xénophobes. Ce temps est pour le moment révolu. C'est la "réconciliation nationale" qui est aujourd'hui à l'ordre du jour. Il est donc inutile de souffler sur le feu"*.

Du coup, depuis le passage de Laurent Gbagbo, le journal *"Notre Voie"*, par exemple, a changé de ton. Pas plus tard que la veille, pourtant le ton était encore à *"Dramane le mossi"*. Ce qui prouve bien rétroactivement que tous ces propos haineux qu'on lit dans les journaux ou qu'on entend à la radio et à la télévision depuis des années viennent bien de là-haut. Ce sont bien leurs dirigeants politiques respectifs qui ont poussé leurs chiens à aboyer dans ce sens. Ca montre en passant ce que valent aussi les paroles de tous ces gens-là qui nous parlent aujourd'hui de *"paix"* et de *"réconciliation"*.

C'est dire que les dirigeants

L E U R S O C I E T E

politiques comme Gbagbo ou Bédié ont les moyens de mettre aux ordres leurs journalistes qui écrivent des insanités depuis des années sur l'ethnisme et la xénophobie. Mais ils ont laissé faire.

Aujourd'hui, Gbagbo fait le pompier pyromane. Malheureusement, le pompier n'a pas toujours les moyens d'éteindre le feu qu'il a lui-même allumé.

D'ailleurs, qu'est-ce qui nous garantit que dans 6 mois ils ne changeront pas de nouveau de politique? On peut être certain que si l'intérêt politique de certains d'entre eux va aujourd'hui dans le sens de l'apaisement, ils n'ont pas abandonné l'ethnisme.

GRÈVE À AIR AFRIQUE: LE GOUVERNEMENT CHOISIT LE CAMP DES PATRONS

Lors de la récente grève des employés de Air Afrique contre la direction de Air France, le régime au pouvoir a montré clairement quels intérêts il comptait défendre: celui des forts et des puissants.

Les employés boycottaient la compagnie Air France parce que, celle-ci, après avoir pris le contrôle de la compagnie Air Afrique, refuse de payer une part adéquate de leurs indemnités de licenciement. Donc, le moyen que les employés ont trouvé pour mieux se faire entendre, ce fût le blocage des avions appartenant à leur nouvel employeur. En effet, leur situation traîne depuis longtemps, sans qu'aucune suite favorable ne soit donnée à leurs

revendications. Devant cette situation, bien évidemment, le gouvernement a choisi le camp du patronat en réquisitionnant les travailleurs, en leur intimant l'ordre de reprendre le travail, sous peine d'être licencié sans indemnité.

C'est à juste titre qu'on a pu entendre sur les médias les employés grévistes s'exprimer avec colère de cette mesure gouvernementale inacceptable pour eux. Mais cela ne doit nullement surprendre les travailleurs car tous les gouvernements sont au service des riches et des exploités. Le gouvernement FPI ne fait pas exception à cette règle.

L E U R S O C I E T E

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL: CA SERT A QUOI?

Lorsque Gbagbo était encore dans l'opposition, il disait haut et fort et à juste raison que le "*conseil économique et social*" ne sert absolument à rien d'autre qu'à caser toute la clique parasite intéressée du PDCI qui était alors au pouvoir et que s'il parvenait un jour au pouvoir, une des premières mesures qu'il prendrait ce serait la dissolution de cet organe.

Il s'avère que l'histoire s'est passée un peu autrement: c'est la junte militaire qui a donné un coup de pied dans la ruche et a dissout en son temps le CES. Si Gbagbo avait applaudi des deux mains et salué cette mesure, à peine arrivé au pouvoir, il a déjà changé d'avis et même réinstallé un nouveau CES. Qu'est-ce qui s'est donc passé? Le CES serait-il d'un seul coup devenu un organe utile à la société?

Certainement pas. Gbagbo vient seulement de comprendre que si lui il s'est casé à la première place et s'est octroyé le meilleur morceau, il y a tous ces gens qui l'ont soutenu qui salivent et qui attendent: ils attendent eux aussi leur récompense. Si Gbagbo ne veut pas se couper de tous ces gens intéressés, il est bien obligé de leur permettre eux aussi de prendre leur morceau, à commencer par Dona Fologo qui a gagné le premier lot gagnant pour services rendus ainsi que plus de 50 heureux élus du FPI.

Le triste dans l'histoire, c'est que se sont en dernier ressort les travailleurs qui paient la note. Sans compter que c'est peut-être autant d'argent qui aurait pu servir à faire des canalisations, à mieux lotir les quartiers, etc.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.